

WWW.AVORTEMENTEUROPE.ORG

EN COMBIEN DE LANGUES FAUT-IL LE DIRE ?

AVORTEMENT



**RASSEMBLEMENT 18H À MONTPELLIER
SUR LA PLACE DE LA COMÉDIE, SUIVI
D'UNE MARCHÉ À 19H30 !**

*à l'appel des organisations
signataires*

AVORTEMENTEUROPE.ORG

mobilisation

le 28 septembre

journée internationale pour le droit à l'avortement

APPEL

Pour le droit à l'avortement dans toute l'Europe !

En solidarité avec l'ensemble des femmes européennes, après la lutte exemplaire des femmes espagnoles en 2014, polonaises en 2016, nous exigeons que les droits des femmes, la liberté à disposer de son corps, le droit à l'avortement et à la santé soient respectés dans tous les pays européens et inscrits comme droits fondamentaux pour l'égalité en Europe.

Le droit à l'avortement au sein de l'Europe relève de la compétence de chaque Etat.

Interdit en Irlande et à Malte, sous hautes contraintes en Hongrie et en Pologne. le droit à l'avortement, même légalisé est, peut ou pourrait être remis en question par le maintien de la clause de conscience des médecins (Italie), l'absence de structures hospitalières adéquates (Grèce, Bavière), les restrictions de personnels et les suppressions des centres pratiquant l'avortement lors de restructurations hospitalières (France), et, dans tous les pays, par l'élection de gouvernements réactionnaires, conservateurs et rétrogrades.

Nous réaffirmons que :

- L'accès à l'avortement est un droit
- L'avortement est un choix personnel : mon corps m'appartient, je choisis ma vie.
- Des moyens financiers doivent être donnés pour que les centres pratiquant l'avortement et les centres de planification soient accessibles à toutes sur les territoires.
- Des campagnes tous publics sont nécessaires.
- L'éducation à la vie sexuelle doit être prodiguée à toutes et à tous pour qu'elles et ils puissent avoir des choix libres et éclairés.
- La formation aux techniques d'avortement et à l'accompagnement doit faire partie intégrante de la formation initiale des professionnel·les de santé.
- La clause de conscience des professionnel·les de santé doit être supprimée.
- Les délais légaux pour avorter doivent être harmonisés sur ceux des pays les plus progressistes en Europe et les États doivent tendre vers une dépénalisation totale de l'avortement.